

Mon grand père Nelson Mandela a combattu l'apartheid. Je vois un parallèle avec Israël

Nkosi Zwelivelile

Il a fallu des efforts internationaux pour mettre fin au racisme institutionnalisé dans mon pays – maintenant c'est ce qu'il faut faire de nouveau pour le peuple palestinien.



La famille de Faris Hafez al-Sarasawi, âgé de 12 ans, à son enterrement. Il a été tué dans une intervention de soldats israéliens lors des manifestations de la « Grande Marche du Retour » à Gaza. Octobre 2018. Photo: Anadolu Agency/Getty Images

Mon grand père, Nelson Rolihlahla Mandela, aurait eu 100 ans cette année. Le monde marque le centenaire de sa naissance et célèbre sa conduite de la lutte pour la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. Mais, tandis que mon pays est depuis longtemps libéré du régime d'une minorité raciste, le monde n'est pas encore libéré du crime d'apartheid.

Comme Madiba et Desmond Tutu avant moi, je vois une inquiétante ressemblance entre les lois racistes d'Israël et la politique envers les Palestiniens, et l'architecture de l'apartheid en Afrique du Sud. Nous, Sud-Africains, savons ce qu'est l'apartheid quand nous le voyons. En fait, beaucoup de gens reconnaissent que, à certains égards, le régime israélien est même pire.

L'apartheid est défini en droit international comme « régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre ». Il s'agit de relations de pouvoir marquées par l'inégalité raciale, maintenues par des lois injustes faites pour dénier leurs droits aux groupes opprimés.

Même avant le vote par Israël de sa « loi de l'État-nation » (qui stipule que seuls les Juifs ont droit à l'autodétermination dans le pays), on voyait facilement, pour qui voulait bien regarder, que le gouvernement du pays commettait le crime d'apartheid. Son mur de ségrégation, ses comités d'admission discriminatoires, son système de cartes d'identité, son réseau de routes réservées aux colons et la fragmentation de type bantoustan de la Cisjordanie, ont vendu la mèche.

La loi de l'État-nation a rendu cette réalité indéniable. L'apartheid est le contexte d'une litanie de crimes d'État. Prenez par exemple, plus récemment, la décision d'Israël de démolir le village palestinien bédouin de Khan al-Ahmar et d'en chasser les habitants. Le but de ce nettoyage ethnique est de faire place à des colonies illégales sur la terre palestinienne occupée.

Pourtant, en dépit de décennies d'apartheid, de poursuite du vol des terres palestiniennes, d'occupation militaire et de massacre de manifestants non armés à Gaza – appelé à juste titre le « Sharpeville palestinien », d'après le meurtre de masse dans le Transvaal en 1960 – chaque nouvelle génération

de Palestiniens continue la lutte de libération.

La jeune Ahd Tamimi a eu 17 ans en prison cette année, incarcérée pour s'être confrontée à des soldats de l'occupation dans sa cour. Mais, tout comme mon grand père a passé 27 ans en prison juste pour devenir une icône mondiale de la liberté, Ahd est devenue un puissant symbole de la détermination résolue des Palestiniens à résister. Elle et sa famille représentent l'esprit de courage des Palestiniens qui défient partout une énorme brutalité. Je salue leur bravoure.